

# L'Union européenne après les élections de 2017

1 La montée du populisme européen

2 Les raisons de cette montée

3 Quelles leçons en tirer pour l'Europe ?

# 1 La montée du populisme européen

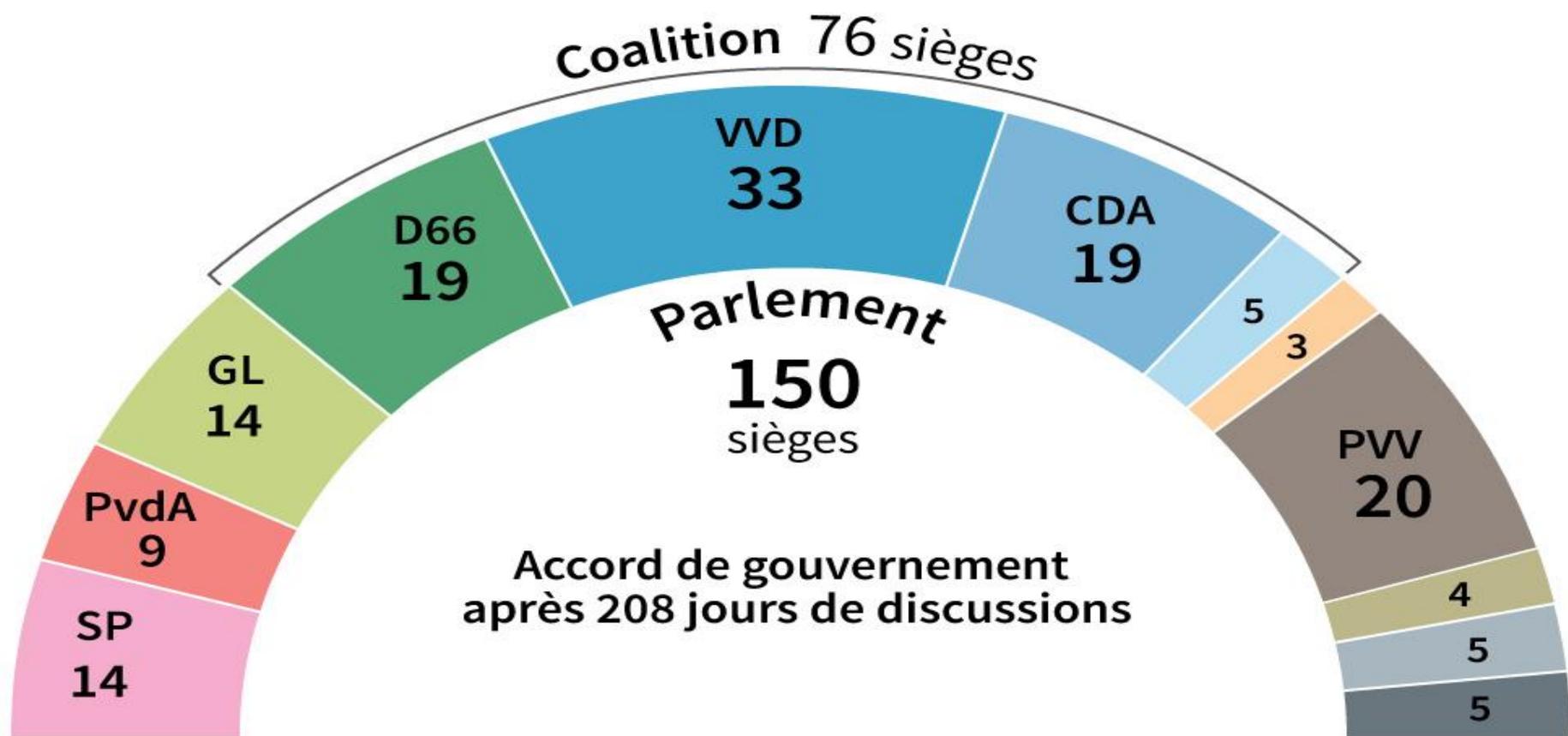
L'année 2017 a vu 6 pays majeurs voter, soit pour des élections législatives, soit pour des élections présidentielles. On peut y ajouter 4 pays qui ont voté en 2016 (Danemark, Pologne, Slovénie, Roumanie).

Dans tous les pays, à l'exception de la France, ce sont les partis les plus « eurosceptiques » qui l'ont emporté et qui détiennent désormais le pouvoir.

Même en France, nous devons nous souvenir que le total des voix « populistes » au 1<sup>o</sup> tour des élections présidentielles atteignait 46.5%.

Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que dans tous ces pays (à l'exception du Royaume-Uni) l'extrême droite fait une percée et arrive la plupart du temps en seconde ou troisième position, obligeant ainsi les partis « traditionnels » à des coalitions, y compris avec l'extrême droite xénophobe qui arrive ainsi au pouvoir.

# Coalition gouvernementale aux Pays-Bas



SP : Parti socialiste  
PvdA : Parti du travail  
GL : Verts-Gauche  
D66 : Sociaux-libéraux

VVD : Libéraux  
CDA : Chrétiens-démocrates  
CU : Union chrétienne  
SGP : Réformés

PWV : Parti pour la liberté  
(Extrême-droite)  
50+  
PvdD Parti des animaux  
Autres

Il faut remarquer que les élections ont eu lieu le 15 mars 2017. Le leader du WD, Mark Rutte n'a été nommé 1<sup>o</sup> ministre que le 5 octobre 2017 soit 208 jours après.

Entre temps il a dû former une coalition qui comporte les députés du D66 (laïques progressistes), ceux du CDA (chrétiens progressistes) et de l'Union chrétienne (conservateurs) soit une coalition de 76 députés pour une majorité de...75.

La coalition est donc extrêmement fragile, et cela nous montre, et pas seulement dans ce pays, les limites du scrutin proportionnel :

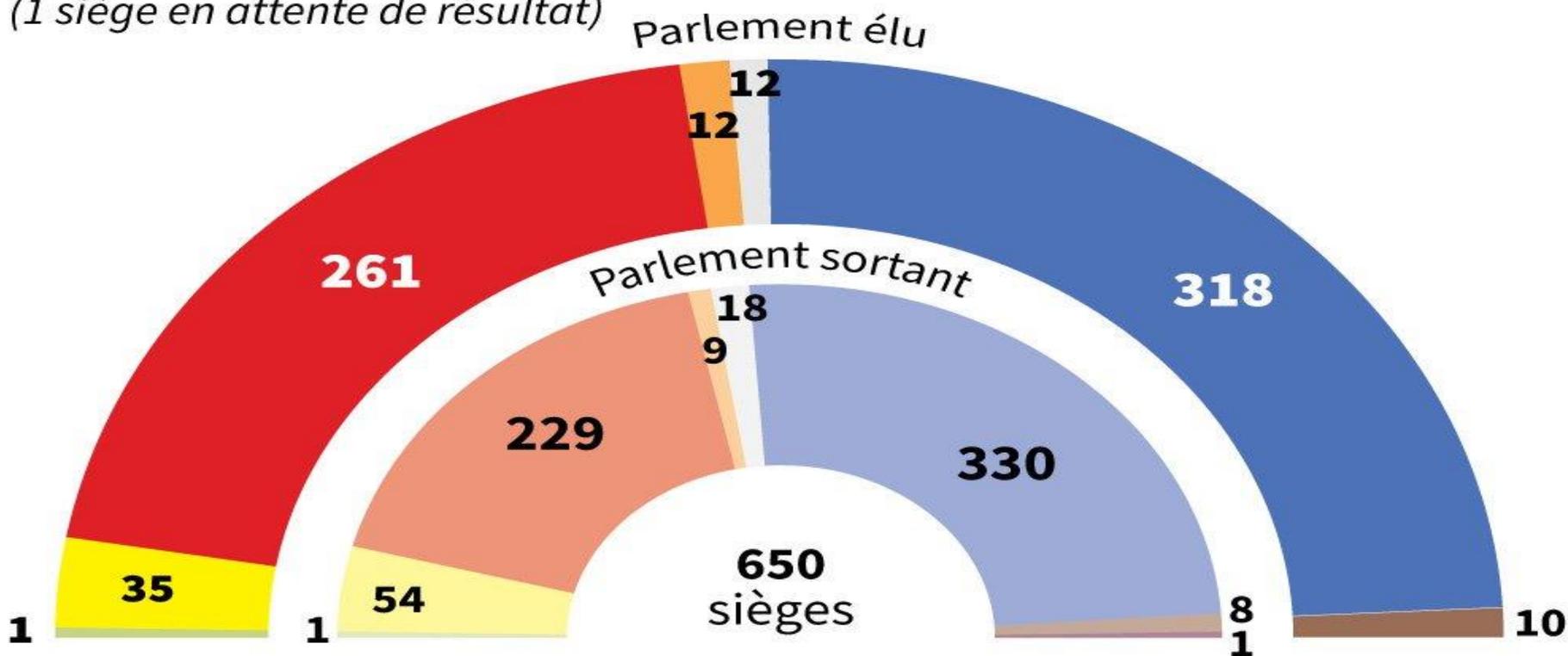
- les opinions sont représentées de façon à peu près proportionnelle aux résultats. Cela semble démocratique, mais au final ce sont les tractations entre partis qui décident de la composition du gouvernement.

- il y a une multiplicité de « petits » partis qui peuvent se présenter puisqu'ils auront des élus, et ce sont ces petits partis « charnières » qui font et défont les majorités. Leur pouvoir est donc beaucoup plus important que leur simple force électorale.

# Le nouveau parlement britannique 2017

## Composition en sièges

(1 siège en attente de résultat)



-  Verts
-  Nationalistes écossais (SNP) Pro indépendance
-  Travailleurs Gauche
-  Libéraux-Démocrates Centristes
-  Autres Partis régionaux au P. de Galles et en Irl. du Nord
-  Conservateurs Droite
-  Parti unioniste (DUP) Droite, unionistes d'Irl. du Nord
-  UKIP Anti-UE, anti-immigration

# Parlement autrichien

Composition en sièges (*projections à 18h00*)

Majorité absolue 92 sièges

■ Écologistes dissidents Pilz

■ Verts

■ SPÖ (*gauche*)

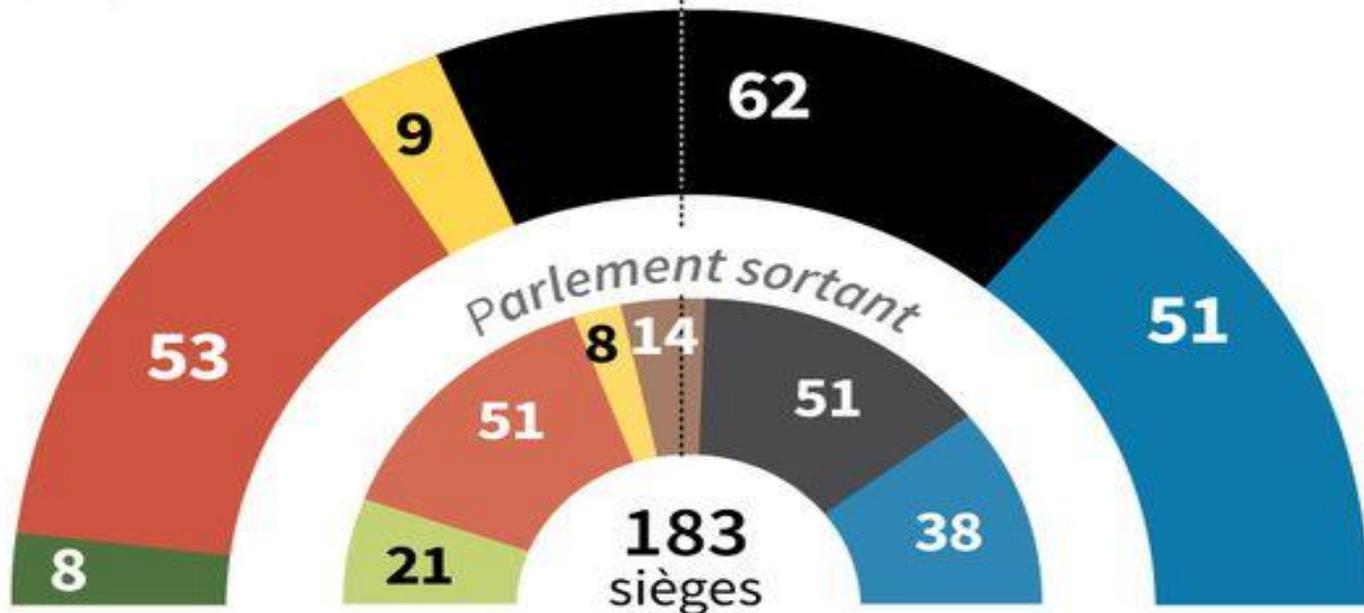
■ NEOS (*libéraux*)

■ Indépendants

■ ÖVP (*droite*)

■ FPÖ (*extrême-droite*)

© AFP

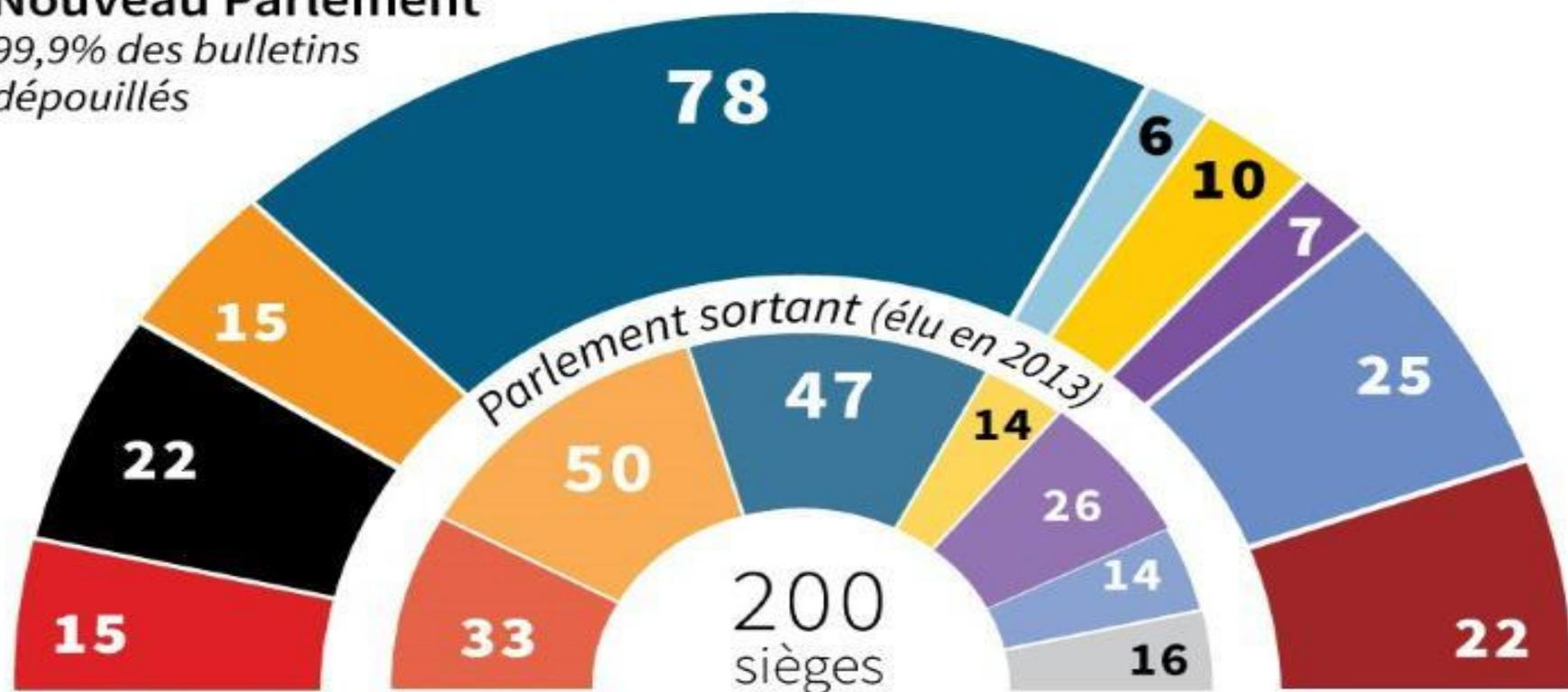


Le leader du parti conservateur (ÖVP), Sebastian Kurz (31 ans) a fait alliance avec l'extrême droite de Heinz-Christian Strache (proche des néo nazis) qui devient vice-chancelier, sans que cela n'émeuve outre mesure l'Union européenne (à la différence de 2000-2006). L'Autriche présidera le Conseil de l'Union européenne à partir de Juillet 2018)

# Élections en République tchèque

## Nouveau Parlement

99,9% des bulletins  
dépouillés



**KSCM** (PC Bohême-Moravie)

**Parti Pirate**

**CSSD** (social-démocrate)

**ANO** (centre populiste)

**STAN** (centre)

**KDU-CSL** (chrétien-démocrate)

**ODS** (droite)

**TOP 09** (centre droit)

**SPD** (extrême droite)

Autres

Source : Chambre des députés

Les résultats provisoires, en % des suffrages obtenus\*.

32,8%



CDU/CSU  
(centre-droit)

20,4%



SPD  
(centre-gauche)

13%



AfD  
(extrême-droite)

10,7%



FDP  
(centre-droit)

9,1%



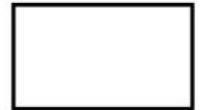
Die Linke  
(extrême-gauche)

9%



Grüne  
(écologiste)

5%



Autres partis



Répartition (en sièges)  
au Bundestag

\*actualisé lundi 25 septembre 2017 à 04h45. Source: dpa-infocom. Photos: Armin Linnartz, AG Gymnasium Melle.

Le symbole de cette montée des populismes européens, et de la difficulté à constituer une coalition est l'Allemagne.

Le résultat est clairement décevant pour Mme Merkel qui se voit contestée par l'extrême droite (l'AFD) et qui a échoué à former une coalition avec les écologistes et les libéraux (coalition « Jamaïque » : noir, jaune, vert).

Un accord vient d'être péniblement conclu avec les sociaux démocrates du SPD, mais c'est fragile, et l'Allemagne aura bien des difficultés à être le leader des transformations dont l'Europe aurait besoin.

Ce qui est vraiment surprenant, en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays qui ont voté dans le même sens, c'est que ces élections se sont déroulées sous fond d'excellents résultats économiques et de popularité élevée dans le cas de Mme Merkel.

Clairement, il se passe quelque chose de « curieux » au sein de l'Union européenne.

# Le Parlement grec issu des élections de Janvier 2015

RÉSULTATS ESTIMÉS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES,  
EN NOMBRE DE SIÈGES



SOURCE : REUTERS

Le cas de la Grèce nous semble moins surprenant : devant les très grandes difficultés économiques et sociales, les Grecs ont renvoyé les partis traditionnels (Pasok et Nouvelle démocratie) et ont choisi un vote protestataire d'extrême gauche et d'extrême droite.

## 2 Les raisons de cette montée

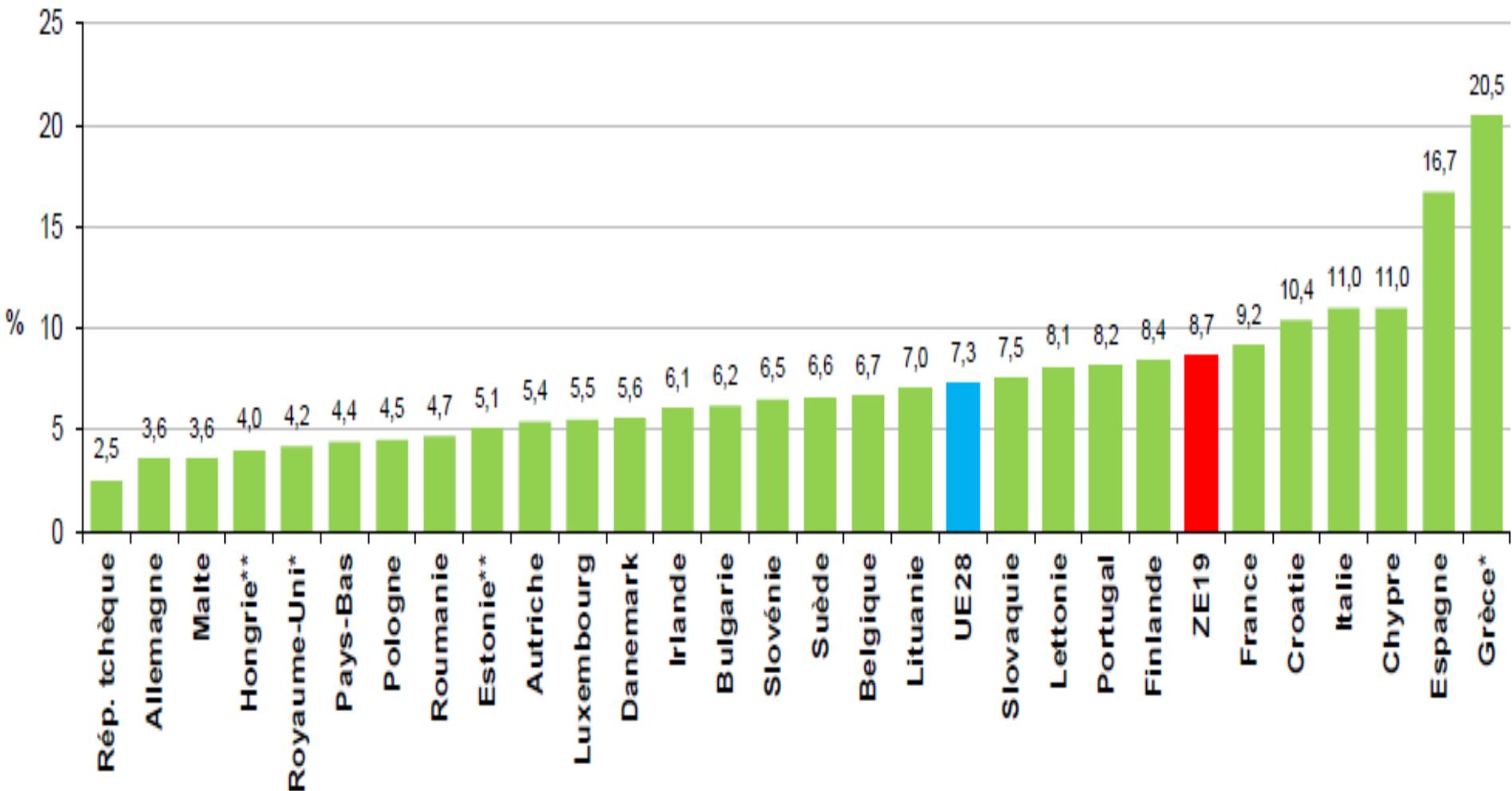
Pendant longtemps, on a pu attribuer la montée des votes populistes, surtout d'extrême droite, aux difficultés économiques et sociales, comme dans les années 1930.

Or nous sommes ici devant un paradoxe : ce ne sont pas les pays les plus touchés par ces difficultés, à l'exception de la Grèce, qui votent populiste.

Bien au contraire, dans la plupart des pays cités, la situation économique est plutôt bonne, comme en témoignent les taux de chômage : la République Tchèque est étonnante à cet égard : elle a le taux de chômage le plus faible de toute l'Union européenne.

Même les phénomènes de pauvreté ne semblent pas vraiment explicatifs : elle n'a pas augmenté significativement ces dernières années, les pays les plus touchés ne sont pas ceux qui votent le plus pour les populistes, et la notion même de pauvreté doit être à relativiser selon les pays.

# Taux de chômage en Novembre 2017, données corrigées des variations saisonnières

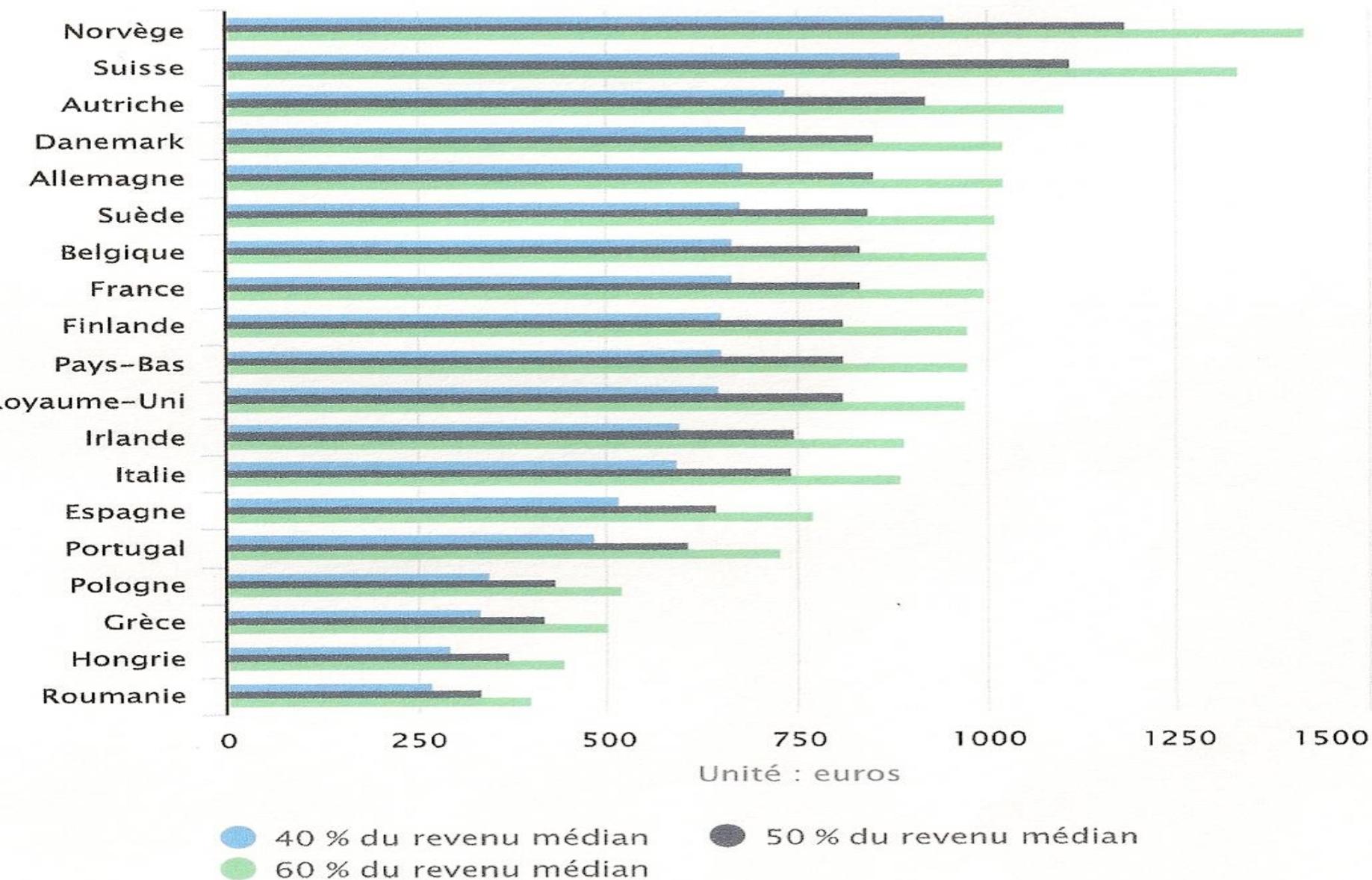


\* Septembre 2017

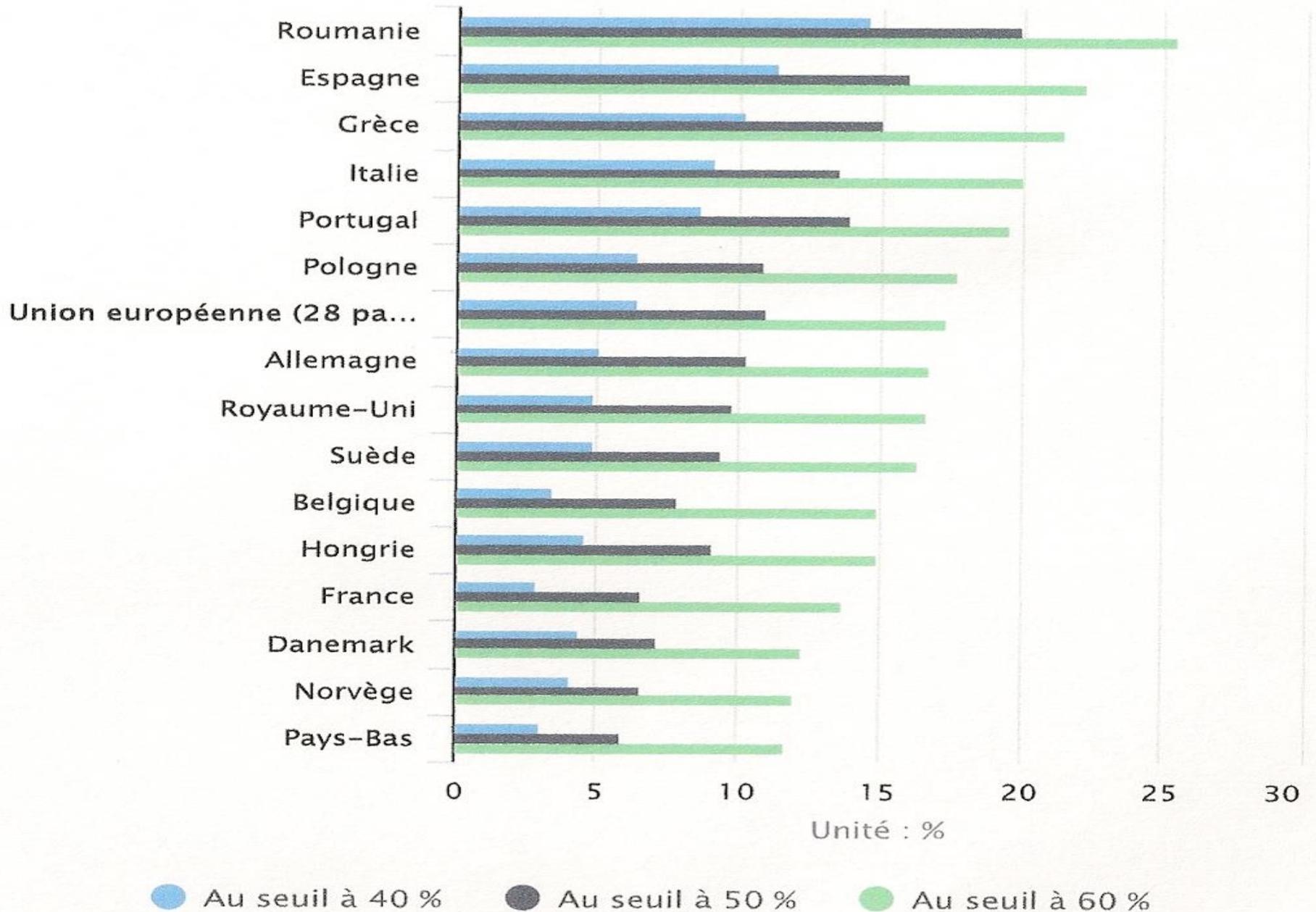
\*\* Octobre 2017

# Les seuils de pauvreté en Europe

Par mois et par personne.



# Les taux de pauvreté en Europe



Globalement la situation en Europe est plutôt en train de s'améliorer. En tous cas rien ne permet vraiment de relier une nette dégradation économique et sociale à la montée de ces populismes.

Le problème est ailleurs et il semble triple :

- d'une part cette montée semble liée à la problématique migratoire : à tort ou à raison les populations de l'Europe (surtout du centre, plus le Royaume-Uni) se sentent menacées par l'arrivée des migrants en provenance d'Afrique, et ils ne veulent pas entendre parler de « quotas » de migrants qui leur seraient imposés.

Bien entendu, cette peur est alimentée par l'extrême droite dont c'est le fond de commerce.

Mais la Commission européenne qui a décidé des quotas ne peut pas faire comme si le problème et le rejet n'existaient pas.

Pointer du doigt les peuples qui craignent ne sert à rien si ce n'est de développer encore plus les extrêmes.

États membres <sup>53 54</sup>	Clé	États membres <sup>55</sup>	Clé	Allocation totale sur la base de 20 000 personnes
Autriche	2,62 %	Autriche	2,22 %	444
Belgique	2,91 %	Belgique	2,45 %	490
Bulgarie	1,25 %	Bulgarie	1,08 %	216
Croatie	1,73 %	Croatie	1,58 %	315
Chypre	0,39 %	Chypre	0,34 %	69
République tchèque	2,98 %	République tchèque	2,63 %	525
Estonie	1,76 %	<i>Danemark</i> <sup>56</sup>	1,73 %	345
Finlande	1,72 %	Estonie	1,63 %	326
France	14,17 %	Finlande	1,46 %	293
Allemagne	18,42 %	France	11,87 %	2375
Grèce	1,90 %	Allemagne	15,43 %	3086
Hongrie	1,79 %	Grèce	1,61 %	323
Italie	11,84 %	Hongrie	1,53 %	307
Lettonie	1,21 %	<i>Irlande</i> <sup>56</sup>	1,36 %	272
Lituanie	1,16 %	Italie	9,94 %	1989
Luxembourg	0,85 %	Lettonie	1,10 %	220
Malte	0,69 %	Lituanie	1,03 %	207
Pays-Bas	4,35 %	Luxembourg	0,74 %	147
Pologne	5,64 %	Malte	0,60 %	121
Portugal	3,89 %	Pays-Bas	3,66 %	732
Roumanie	3,75 %	Pologne	4,81 %	962
Slovaquie	1,78 %	Portugal	3,52 %	704
Slovénie	1,15 %	Roumanie	3,29 %	657
Espagne	9,10 %	Slovaquie	1,60 %	319
Suède	2,92 %	Slovénie	1,03 %	207
		Espagne	7,75 %	1549
		Suède	2,46 %	491
		<i>Royaume-Uni</i> <sup>56</sup>	11,54 %	2309

Nous voyons bien que pour le moment nous sommes loin de l'invasion annoncée. Mais le mal semble être fait.

- la seconde raison réside dans le rejet de l'intrusion de l'Union européenne dans les affaires intérieures des Etats. En gros, les pays du groupe de Visegrad (le V4) sont favorables aux acquis du marché unique (libre circulation des hommes, des capitaux, des biens et des services) mais ils ne veulent pas de lois européennes et d'intrusion d'institutions européennes chez eux.

Un exemple : ils sont farouchement contre (à l'exception peut-être de la Slovaquie) la révision de la directive sur les travailleurs détachés qui leur donneraient plus de contraintes.

C'est leur paradoxe : ils veulent à la fois plus d'Europe économique mais moins d'Europe politique. Ils rejoignent presque en cela les britanniques, et le groupe de Visegrad risque bien d'être le prochain obstacle à la poursuite de la construction européenne.

Les 4 pays du groupe de Visegrad. Groupe informel créé en 1991 et doté d'un budget de fonctionnement de 8 millions €



- la 3<sup>o</sup> raison est également problématique : à force de bénéficier des fonds européens (conférence précédente), du marché européen, des usines européennes, et de la protection européenne, les peuples d'Europe centrale oublient ce qu'ils doivent à l'Europe pour n'en retenir que les inconvénients.

En d'autres termes, plus le souvenir des années de l'URSS s'éloignent et moins les pays du centre Europe se sentent redevables de l'Europe, au point de s'imaginer, pour certains, un avenir sans elle.

On constate néanmoins un fossé qui peut devenir positif dans ces pays, en particulier en République Tchèque : les personnes plus âgées sont plutôt contre l'Europe (paradoxe !!) et votent plus volontiers populiste, alors que les plus jeunes désirent voyager et ne pas perdre les acquis européens.

Mais ceci dit, une partie de cette jeunesse centre européenne reste farouchement hostile à l'idée de migrants, oubliant souvent qu'ils ont été eux-mêmes les premiers migrants.

### **3 Quelles leçons en tirer pour l'Europe ?**

**L'Union européenne semblait soulagée du départ britannique et elle pensait pouvoir aller plus loin dans l'intégration.**

**Mais elle doit tenir compte désormais de deux paramètres : l'opposition résolue de certains pays d'Europe centrale qui disposent d'un pouvoir de blocage, et la fragilité politique en Allemagne.**

**Pourtant, si l'Europe veut de nouveau se faire désirer, elle a besoin de se refonder.**

**Elle a par exemple besoin d'être incarnée par un Parlement européen plus populaire (d'où la réforme en France du mode de scrutin : on revient à une circonscription unique, réforme plébiscitée par tous les partis, à l'exception des Républicains).**

**Mais il faut également une gouvernance économique européenne qui puisse s'imposer à la Commission européenne : celle-ci a un très gros défaut : elle n'est pas légitimement élue, mais elle dispose de grands pouvoirs.**

L'Europe doit aussi, enfin (!! ) se pencher sur la double harmonisation fiscale et sociale. Mais ceci ne se fera pas d'un coup à 27.

Il va donc falloir trouver quelques pays qui vont vouloir aller plus loin, plus vite, dans ces domaines. On retrouve ici l'idée d'Europe à géométrie variable (dont le groupe de Visegrad ne veut pas entendre parler).

Mais là réside une difficulté : les seuls capables d'imposer cette Europe qui progresse, c'est le couple franco-allemand.

Beaucoup y ont cru après les élections françaises, mais l'incertitude allemande remet beaucoup de choses en question. Néanmoins, les « vrais » européens sont confortés dans leur vision d'une Europe plus unie par beaucoup de phénomènes extérieurs : les menaces de Poutine et les âneries de Trump.

Même les plus eurosceptiques ne peuvent pas ignorer qu'isolément, chaque pays européen ne pèse rien sur la scène mondiale. C'est dans cette prise de conscience que réside peut-être la solution